

BILAN DES ACTIVITÉS

RAPPORT ANNUEL 2017-2018



YUKON
HUMAN
RIGHTS
COMMISSION

COMMISSION
DES DROITS
DE LA PERSONNE
DU YUKON

MOT DU PRÉSIDENT



« Au Yukon comme ailleurs, la dernière année a été très fertile en ce qui concerne les droits de la personne. En octobre 2017, le mouvement **#MoiAussi (#MeToo)** révélait la fréquence importante des agressions et des harcèlements sexuels, particulièrement en milieu de travail. Ce simple mot-clic a été à l'origine d'un mouvement contre la violence sexuelle qui a donné à de nombreuses personnes – principalement des femmes et des filles – la force de raconter leur expérience de violence et de discrimination fondée sur le sexe et de réclamer une responsabilisation des agresseurs ainsi qu'un changement social durable. Le mouvement **#MoiAussi** a profondément fait évoluer les perceptions de tous et a ouvert les yeux de nombreuses personnes qui n'étaient pas conscientes du problème et de son ampleur.

La Commission des droits de la personne du Yukon est fière de tout ce qu'elle a accompli au cours des dernières décennies en matière de promotion des droits de la personne dans les milieux de travail du territoire : offre de soutien aux entreprises soucieuses d'instaurer des politiques rigoureuses et applicables contre le harcèlement sexuel; service d'information juridique gratuit aux organismes et aux employeurs désireux de prévenir le harcèlement sexuel en milieu de travail; activités grand public de formation et de sensibilisation à la discrimination, au harcèlement sexuel et au consentement; service d'aiguillage et d'information juridique destiné aux victimes de discrimination fondée sur le sexe (y compris le harcèlement sexuel); sans oublier l'exercice juste et équitable de son rôle dans le traitement des plaintes dans le cadre du système de règlement des plaintes établi par la *Loi sur les droits de la personne* du Yukon.

Grâce à l'essor des nouvelles technologies et des moyens de communication, il n'a jamais été aussi facile pour les personnes vulnérables d'entrer en contact avec nos services. Nous sommes les témoins privilégiés de la naissance d'un mouvement comme **#MoiAussi** et de son effet réel sur l'avènement d'un monde plus sûr et plus équitable. C'est l'occasion de réfléchir à nos valeurs clés – équité, égalité, justice et sécurité pour tous – et de travailler ensemble, dès aujourd'hui, à la construction d'un avenir meilleur. »

Russell Knutson
Président



MOT DE LA DIRECTRICE

« Les membres et le personnel de la Commission des droits de la personne du Yukon veillent à renforcer le rôle de la Commission à titre de chef de fil novateur au sein du système canadien de protection des droits de la personne.

Pour célébrer ses 30 ans, la Commission a organisé une journée portes ouvertes lors de la Journée internationale des droits de l'Homme, une initiative qui fut un grand succès. Durant cette fête, nous avons eu le grand plaisir d'accueillir la troupe Chundäy K'anát'a Dancers de l'École élémentaire Elijah Smith et d'entendre des messages inspirants d'anciens membres de la Commission et du public, retraçant les trois décennies de promotion des droits de la personne au Yukon.

Nous félicitons Colleen Harrington, ancienne conseillère juridique de notre Commission, pour sa nomination, en 2018, à titre de membre du Tribunal canadien des droits de la personne. Nous saluons également la nomination de Geneviève Chabot, ancienne vice-présidente de la Commission des droits de la personne du Yukon, pour sa nomination à la vice-présidence de la Commission canadienne des droits de la personne. Nous tenons également à remercier sincèrement Lynn Pigage pour ses 21 ans de loyaux services à titre de coordonnatrice administrative.

La Commission se réjouit à la perspective des trente prochaines années au service de la promotion et de la protection des droits de la personne pour l'ensemble de la population yukonnaise. »

Jessica Lott Thompson
Directrice

Aperçu du budget 2017-2018

REVENUS	2018	2017
Ministère de la Justice du Yukon – Subvention ¹	817 000 \$	677 972 \$
Autres subventions	74 931 \$	13 689 \$
Recouvrement de frais et autres revenus	12 753 \$	2 015 \$
Total	904 684 \$	693 676 \$
DÉPENSES		
Administration et fonctionnement	155 098 \$	105 202 \$
Personnel	536 926 \$	526 459 \$
Membres de la Commission	24 319 \$	23 376 \$
Campagnes de sensibilisation	17 935 \$	4 441 \$
Gestion des plaintes	48 826 \$	49 479 \$
Total	783 104 \$	708 957 \$

¹ La Commission a reçu un financement additionnel de 135 000 \$ en mars 2018, en réponse à sa requête de fonds supplémentaires pour couvrir les frais d'activités extraordinaires en cours. On s'attend à ce que le nombre d'affaires relatives à des problèmes systémiques – et les coûts qui y sont associés – demeure élevé en 2018-2019.

PROMOTION DES DROITS DE LA PERSONNE - FAITS MARQUANTS

Repenser la justice au Yukon

En collaboration avec la section yukonnaise de la Elizabeth Fry Society Yukon, le Conseil des Premières nations du Yukon et la Première nation des Kwanlin Dün, la Commission des droits de la personne du Yukon a organisé la conférence *Re-visioning Justice in the Yukon*, qui s'est déroulée les 29 et 30 mai 2017 au Centre culturel des Kwanlin Dün.

Sensibilisation du public et formation

Afin de mieux informer le public sur les droits de la personne, la Commission organise régulièrement des formations et des séances d'information publiques. La rencontre sur le harcèlement sexuel en milieu de travail a d'ailleurs été très populaire auprès de bien des groupes, notamment les professionnels des ressources humaines, les chefs d'entreprise et les employés.

21 mars – Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

La Commission souligne la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars). Cette journée est l'occasion de faire la promotion de la tolérance, de l'inclusion, de l'unité et du respect de la diversité, le tout dans une optique de lutte contre la discrimination raciale. Tous les humains naissent libres et égaux en dignité et en droits, et chacun a un rôle important à jouer pour éliminer la discrimination raciale.

La Commission a organisé un rassemblement pour l'égalité raciale et la justice le 21 mars 2018. Une quarantaine de participants ont bravé le mauvais temps.



DÉFENSE DES DROITS DE LA PERSONNE - FAITS MARQUANTS

La Commission des droits de la personne du Yukon applique la *Loi sur les droits de la personne* du Yukon en favorisant le règlement des plaintes; lorsqu'une plainte n'est pas réglée, elle adopte, en tant que partie dans la procédure d'arbitrage, ce qu'elle estime être la position qui sert le mieux l'intérêt public devant le conseil d'arbitrage des droits de la personne du Yukon.

Le Comité d'arbitrage des droits de la personne du Yukon, une entité administrative distincte de la Commission, est formé de membres nommés pour présider les audiences du tribunal des droits de la personne. La responsabilité de déterminer si une plainte est recevable et s'il y a eu discrimination revient toutefois au conseil d'arbitrage. La Commission est quant à elle chargée d'examiner les plaintes pour déterminer

si les preuves de discrimination sont suffisantes pour renvoyer la plainte au Comité d'arbitrage.

Les plaintes sont confidentielles et ne sont connues que des parties à partir du moment où elles sont déposées jusqu'au renvoi au Comité d'arbitrage. Autrement dit, les plaintes renvoyées au conseil d'arbitrage ne sont plus confidentielles et les médias peuvent en faire état.

La Commission considère que le principe de la transparence judiciaire est inhérent au principe de primauté du droit et qu'elle est liée à la liberté d'expression, laquelle est protégée par la *Charte canadienne des droits et libertés*. C'est pourquoi les décisions rendues par le Comité d'arbitrage sont publiées sur le site Web de la Commission :

yukonhumanrights.ca.

2017-2018 EN CHIFFRES

308
DEMANDES
ONT ÉTÉ FAITES

34
NOUVELLES PLAINTES
ONT ÉTÉ DÉPOSÉES
EN 2017-2018

PLAINTES PAR MOTIFS



MEMBRES DE LA COMMISSION

• Russell Knutson, *président*
• Kathleen Avery
• Karen Moir, *vice-présidente*
• Louise Bouvier
• Gavin Gardiner

RENSEIGNEMENTS

305, rue Main, bureau 215, Whitehorse (Yukon) Y1A 2B4
yukonhumanrights.ca
867-667-6226
Sans frais : 1-800-661-0535
info@yukonhumanrights.ca

PLAINTES PAR DOMAINE



0 Syndicats ou associations professionnelles (appartenance ou représentation)

0 Marché public

DOSSIERS FERMÉS

